



Amartya Sen — Une opinion divergente

J'ai lu avec grand intérêt le brillant article consacré à Amartya Sen («La liberté, source de progrès», septembre 2004). En tant qu'économiste indien originaire de Santiniketan, où le professeur Sen a fait ses études, je m'intéresse beaucoup à ce qu'il dit et fait. La fervente admiration que j'ai pour lui ne se réduit pas à une adulation pure et simple. En effet, il y a toujours un revers de la médaille — l'imperfection est inhérente à la nature humaine! Aussi permettez-moi d'exprimer ici une opinion différente.

S'il est vrai que le professeur Sen a fait œuvre de pionnier dans l'étude de la pauvreté et des famines, il n'a pas été le premier à soutenir que c'est un système de protection sociale inefficace, et non une diminution de la production alimentaire, qui est à l'origine des famines. Jawaharlal Nehru et Mahatma Gandhi avaient déjà exprimé des idées analogues dans les années 20. La recette du professeur Sen contre la famine, avec la démocratie, la liberté et la liberté de la presse pour ingrédients, relève de l'utopie. Elle ne tient pas compte du fait que, dans la plupart, voire la totalité des pays en développement, la démocratie règne en théorie, et non dans la pratique, que la liberté dégénère en licence et que la presse tend à être partisane et dépourvue d'éthique, à quelques exceptions près. Dans nombre de pays pauvres, la politique est le conflit entre les intérêts à court terme de politiciens après au gain et l'intérêt à long terme d'un développement paisible et durable.

Le professeur Sen cite en exemple les accomplissements sociaux de l'État du Kerala, mais il ne donne guère de conseils face à la confusion actuelle de ce modèle (chômage massif, jeunesse très instruite mais incapable de trouver un emploi, taux de mortalité élevés, consumérisme voué à l'échec, délaissé alarmant des emplois agricoles, «syndrome hollandais» et élargissement du fossé entre riches et pauvres). Par ailleurs, s'il souligne l'importance des réformes agraires en Inde, le professeur Sen ne dit pas que ce dont le pays a besoin, c'est d'une démocratisation de l'accès aux actifs et à la propriété, comme celle qui s'est opérée en Chine. Enfin, il est incorrect d'affirmer que le professeur Sen a été l'instigateur d'une science novatrice du développement humain. Il n'a fait tout simplement qu'osciller de temps en temps entre l'économie classique, l'économie marxiste et l'économie humaniste sans vraiment adhérer à aucune d'entre elles.

K. John Mammen

Économiste du développement, Kerala (Inde)

Quel rythme pour les réformes?

D'emblée, à la lecture de l'article «Quel rythme pour les réformes?» (septembre 2004), je ne peux m'empêcher d'exprimer mon ultime accord à l'approche préconisée par John McMillan, selon lequel l'édification des réformes initiées en faveur des pays en développement devrait être graduelle et systémique plutôt que globale et rapide de type «big-bang», comme l'a proposé Oleh Havrylyshyn. Cette approche met en exergue une problématique fondamentale qui tient à la *mise en œuvre des réformes* devant assurer la croissance et le bien-être des pays en développement.

Toute stratégie de mise en œuvre des réformes devrait absolument se soumettre à un chevauchement de deux conditions fondamentales, à savoir : 1) Veiller à accommoder strictement le programme de réformes aux spécificités intrinsèques du pays, car toute tentative visant à universaliser des réformes préétablies à l'ensemble des pays, sans pour autant rendre compte de la diversité des systèmes et contraintes politiques et administratifs, n'est

qu'une pratique vainc, inappropriée, voire utopique. 2) Si important soit-il, tout programme de réformes mûrement réfléchi devrait se soumettre à une logique au coup par coup, plus itérative et interactive. L'expérience montre que toute initiative de lancement d'un programme de privatisation sans une réforme *ex ante* financière sera vouée à l'échec.

La majorité des pays en développement, notamment d'Afrique subsaharienne et, dans une moindre mesure, d'Afrique du Nord, dont le Maroc, se trouvent introduits dans un cercle vicieux de récession sans précédent : faible taux de croissance du PIB, déficit budgétaire flagrant, taux de chômage structurel, faible investissement direct étranger, taux d'endettement élevé, déficit de la balance commerciale chronique, etc. Pire encore, l'ouverture de leur économie n'a fait qu'intensifier leur vulnérabilité économique et sociale suite à une concurrence internationale acerbe.

Encore faudrait-il mettre en place à court terme une stratégie de secours concoctée par le FMI de concert avec les pays membres dans une vision consensuelle et interactive. Cette stratégie vise à mettre à leur disposition plusieurs formes de services : les appuis financiers, conseils et assistance technique ou autres, pour servir de véritable tremplin pour le développement durable. À long terme, c'est toute la démarche de pilotage des réformes qu'il faudrait revoir.

Hicham Houari

Ministre des finances et de la privatisation (Maroc)

Le FMI doit combattre la corruption

Dans le numéro de septembre de *F&D*, Cyrus Rustomjee constate avec justesse que le bilan des cinq premières années des FRPC se traduit par de nombreux échecs en Afrique subsaharienne. Dans mon pays, l'échec est dû aux mêmes facteurs, au rang desquels je mets la mauvaise gouvernance, en général, et la corruption, en particulier. La mauvaise gouvernance sévit en Afrique subsaharienne parce qu'il n'existe pas de véritable état de droit dans la plupart de ces pays. Cette carence génère une instabilité politique permanente et la fragilité des institutions qui conduisent à de nombreuses dérives managériales, dont la corruption, qui rendent aléatoires toute projection et toute programmation à terme.

Par conséquent, la réussite de tout programme entre les États concernés et le FMI est tributaire d'un ajustement politique préalable dans le sens d'une plus grande maîtrise de la culture démocratique et d'un raffermissement de l'état de droit. Quant à la corruption, tant que le FMI ne fera pas preuve d'un peu plus de volontarisme, surtout en faisant pression sur les gouvernements des pays sous ajustement afin qu'ils combattent efficacement cette pandémie, elle ne reculera pas. Cette pression, tant qu'elle ne s'attaque pas à la nature du régime, peut réussir à pousser ces pays vers plus de transparence. Par exemple, en contraignant les gouvernants à déclarer régulièrement leur patrimoine, ou à faire plus de publicité sur la gestion du budget national. L'expérience a été tentée en Ouganda avec les résultats positifs qu'on connaît. Pourtant ce pays n'est pas un modèle de démocratie.

Évariste Fopoussi Fotso

Douala (Cameroun)

Écrivez nous à fanddletters@imf.org ou à Editor-in-Chief, *Finance & Development*, IMF, Washington, DC 20431 (U.S.A.). La rédaction accepte volontiers vos lettres (300 mots maximum), qui pourront être modifiées pour des raisons d'espace.